

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Tenons-nous encore à décider, à gouverner ?

Rouvroy, Antoinette

Published in:
Imagine demain le monde

Publication date:
2020

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Rouvroy, A 2020, 'Tenons-nous encore à décider, à gouverner ?' *Imagine demain le monde*, vol. 138, pp. 26-29.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Antoinette Rouvroy, juriste (CRIDS)

« Tenons-nous encore à décider, à gouverner ? »

Docteure en sciences juridiques de l'Institut universitaire européen, Antoinette Rouvroy est chercheuse qualifiée du FNRS au centre de Recherche en Information, droit et Société (CRIDS). Elle s'intéresse aux rapports entre le droit, les sciences et technologies, la gouvernamentalité néolibérale et a développé le concept de gouvernamentalité algorithmique.

Les algorithmes et les big data ont une aura d'objectivité. Leur laisser prendre des décisions assurerait l'impartialité, la neutralité de celles-ci. Cette image est-elle juste ?

— Cette aura d'objectivité vient de l'idée que grâce aux big data et aux algorithmes nous pourrions enfin avoir accès au monde en soi, au monde tel qu'il existe, indépendamment de notre regard d'être humain situé – nous, nous avons un corps, notre perception est donc limitée, et nous n'avons accès au monde qu'à travers les représentations que nous en avons. J'y vois trois prétentions. Premièrement celle de l'exhaustivité : comme si la totalité du monde, tout ce qui existe, était numérisable, sous forme de données individuellement insignifiantes mais calculables, corrélables. Deuxièmement, celle de la non sélectivité : contrairement au point de vue humain, il n'y aurait plus besoin de sélectionner les données pour produire un savoir. On s'éloigne ainsi des pratiques traditionnelles

de la statistique, où les données faisaient l'objet d'un travail très minutieux de distinction entre ce qui relève du bruit et ce qui relève du signal (c'est d'ailleurs bien le rôle de nos institutions de définir ce qui est signifiant et ce qui ne l'est pas).

Troisièmement, celle que grâce à ces données massives, tout devient sinon prévisible, en tous cas programmable. C'est ainsi que le marketing politique qui s'aide d'algorithmes ne cible pas ce que les gens pensent actuellement, ni quels sont leurs désirs présents, mais bien ce qu'ils pourraient vouloir. On active certains messages publicitaires en fonction d'une anticipation de la façon dont ces électeurs potentiels vont réagir sur un mode préconscient, réflexe, à certains types de stimuli. C'est comme ça qu'on espère obtenir un passage à l'acte de vote sur un mode réflexe. Ce qui court-circuite d'ailleurs véritablement ce qu'est un citoyen – quelqu'un qui devrait être capable de transcender ses propres pulsions, de revoir ses positions à l'aune du bien commun.

« Il est impossible d'expliquer le pourquoi d'un profilage, mais aussi de le contester. Ça démobilise complètement »

L'outil caractéristique des algorithmes est la corrélation, recherchée entre des tonnes de données. On évite ainsi de classer les individus dans des catégories. Mais cela a aussi d'énormes inconvénients ?

— Ça renforce l'aura d'objectivité : vous n'allez pas être détecté par un algorithme parce que vous êtes une femme, un Noir ou que vous faites partie d'une catégorie sensible... Mais vous allez être détecté comme à risque

de frauder à l'assurance par exemple parce que vous habitez telle commune, que vous fréquentez tel type de supermarché, parce que vous avez des amis Facebook qui ont des difficultés à rembourser leurs dettes ou des choses comme ça. Ce sont autant d'éléments qui sont sans rapport causal avec ce qu'on essaye de détecter.

Aujourd'hui on voudrait tellement que les choses parlent d'elles-mêmes qu'on ne veut plus avoir à interpréter ou à chercher les causes. On ne se focalise que sur les effets. Cela veut dire qu'on peut agir par avance sur ceux-ci, de façon préemptive, mais on ne saura jamais si par exemple telle personne tuée par un drone en Afghanistan serait effectivement passée à l'acte terroriste. Et on ne cherche plus à le savoir, on ne cherche plus la vérité des phénomènes, on cherche seulement à générer des projections qui soient suffisamment fiables pour enclencher des stratégies d'action.

Cela rend les choses beaucoup moins discutables : vous ne pouvez pas contester le profilage sur base de votre biographie – le fait que vous ayez toujours payé vos dettes à temps dans l'exemple de l'assurance – puisque ce n'est plus votre biographie qui compte. Les algorithmes se désintéressent totalement de la singularité de votre vie et de ce qui vous inscrit dans des contextes collectifs, au profit de relations statistiques entre des variables infra-personnelles – que vous alliez dans tel ou tel supermarché – qui vous inscrivent dans des modélisations elles-mêmes impersonnelles mais prédictives. C'est à la fois ce qui confère une aura de très grande objectivité tout en assurant une impossibilité d'obtenir justice quant aux profilages. C'est impossible d'expliquer le pourquoi d'un profilage, mais aussi de le contester. Ça vous démobilise complètement.



D.R.

Cela démobilise dites-vous, parce qu'il n'y a plus de collectif ?

— Plus aucune action collective n'est envisageable. En ce sens on voit bien la complicité de cet engouement pour ce que j'appelle la gouvernamentalité algorithmique avec le capitalisme, dont une des caractéristiques de fonctionnement est précisément de dissoudre tous les collectifs, tout ce qui pourrait s'opposer à la bonne fluidité du capital. C'est une hyper-fragmentation du monde social et des individus eux-mêmes. Vous ne comptez plus comme sujet, vous comptez à chaque instant comme agrégat temporaire de données numériques quantifiables et analysables, susceptibles d'être mises en corrélation à l'échelle industrielle.

Cette dissolution du collectif, elle est tout à fait frappante dans certaines propositions contemporaines qui ont le vent en poupe comme l'*augmented democracy*. L'idée c'est que la démocratie actuelle ne fonctionne pas, qu'il faudrait passer à la démocratie directe. Mais comme les gens ont une capacité d'absorption de l'information et d'analyse limitée, qu'ils sont donc peu aptes à participer effectivement à cette démocratie directe, on va leur adjoindre des logiciels personnalisés, des sortes d'intermédiaires robotiques qui auraient accès à toutes leurs données privées, les connaîtraient ainsi très bien et pourraient les représenter dans une assemblée. Assemblée capable de réagir à très vive allure en prenant en compte absolument la totalité de toutes les spécificités personnelles.

La politique serait ainsi optimisée.

Le peuple devient alors une simple juxtaposition d'entités séparées, d'hyper-individus dont le but n'est pas de se transcender dans du commun, ou d'évoluer, mais d'optimiser chacun sa propre position. On a un peuple qui devient incapable de se porter au-delà de lui-même. Ça transforme la politique de façon assez radicale. La véritable politique (à mon sens en tout cas) doit avoir la volonté d'améliorer l'état de fait et pas de l'optimiser pour contenter chacun !

« L'algorithme n'est pas le problème mais bien notre propre renonciation à nous gouverner nous-mêmes »

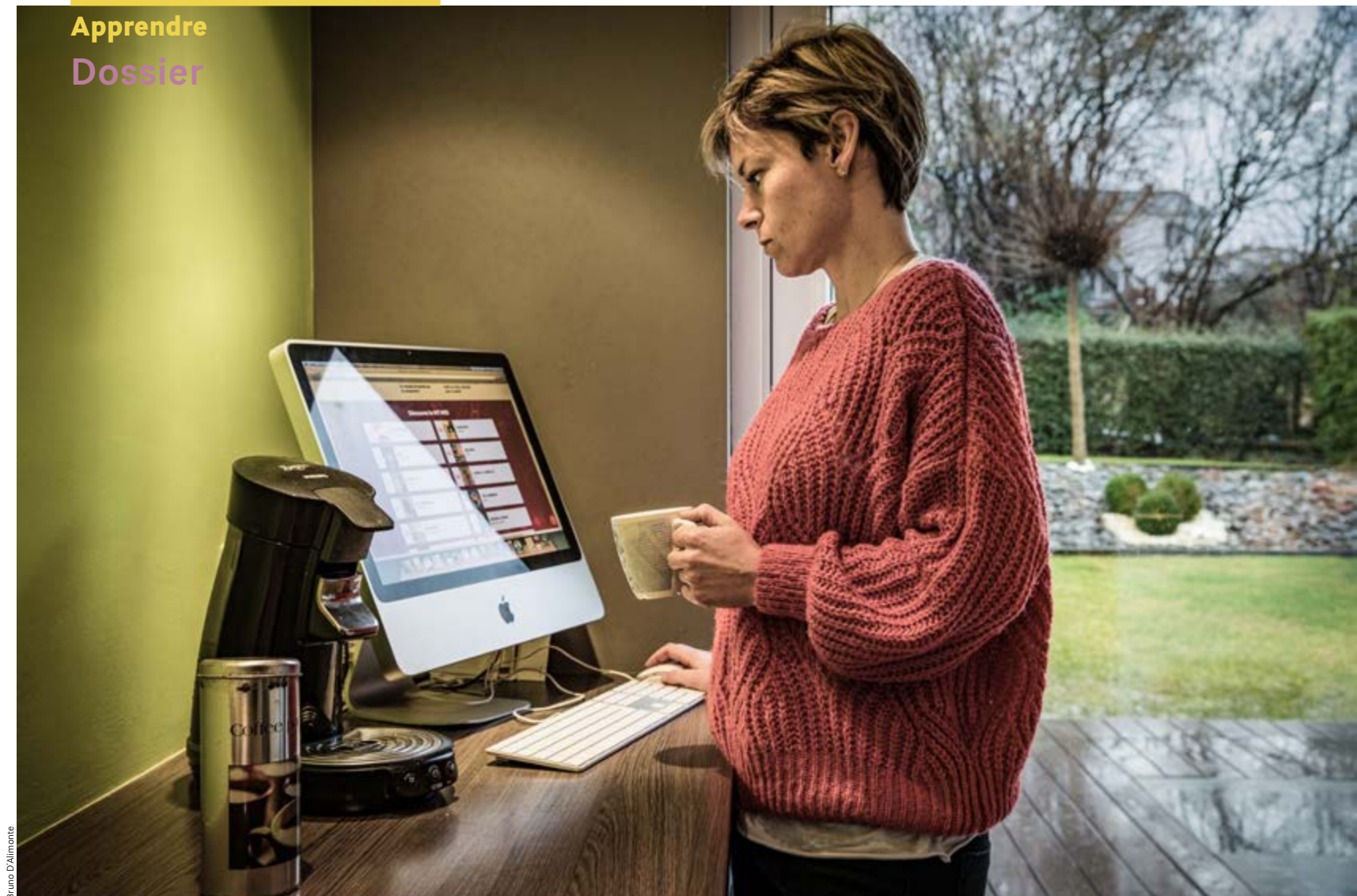
D'autant plus que les données sont tout de même traitées, et traitées avec des biais...

— Les biais ne disparaissent pas dans la *machine learning*, ils sont rendus moins perceptibles parce que comme résorbés dans les couches cachées de réseaux de neurones. On peut moins facilement les identifier. Mais ils sont toujours là. Les machines ont un point de vue sur le monde, comme nous, mais c'est un point de vue qui se situe dans un espace purement métrique, c'est un point de vue alien mais c'est un point de vue quand même. Le premier biais est peut-être que la *machine learning* enregistre la réalité sociale, et que la réalité sociale est elle-même complètement

biaisée. Les machines apprenantes prennent les données du monde social comme un fait de nature, elles les naturalisent puisqu'elles les rendent amnésiques de leurs conditions de production, elles « oublient » d'où elles viennent. Dans le contexte des ressources humaines par exemple, les algorithmes sont entraînés sur des bases de données qui proviennent de tout un secteur. Si dans ce secteur il y a déjà de la discrimination à l'embauche contre certaines catégories de la population, l'algorithme va régurgiter la même chose, mais sans qu'on puisse expliquer pourquoi, et du coup sans qu'on puisse contester. Donc au lieu d'accroître l'objectivité, il y a une sorte de naturalisation des inégalités préexistantes dans la société. Et on les rend indiscutables.

Deuxième sorte de biais, c'est que même dans le cas d'algorithmes apprenants et non-supervisés on fixe quand même une fonction objective aux algorithmes, ce que l'algorithme devrait optimiser, maximiser ou minimiser. L'algorithme de Facebook vise par exemple à maximiser votre engagement, celui d'Amazon à maximiser les ventes. Ce biais peut cependant être élucidé : on peut très bien exiger qu'on nous explique ce qu'on essaye de maximiser. Est-ce que Amazon nous pousse plutôt à acheter des best-sellers ou des ouvrages rares ?

On a cru aussi tout un temps que plus les données étaient massives, plus elles étaient nombreuses, plus les prédictions seraient ▶



► fiables. Or, à partir d'un certain seuil, on détecte statistiquement un nombre croissant de corrélations entre des données qui ne signifient rien, et c'est juste par hasard que si A bouge, B bouge aussi. Et l'interprétation de ces corrélations peut être impossible.

Laisser les machines décider, n'est-ce pas aussi un moyen de nous déresponsabiliser ?

— On éprouve une sorte de fascination pour cette machine à calculer, tout en disant vouloir garder la main. On va par exemple aider des auxiliaires de justice qui ont des décisions à prendre en matière de libération conditionnelle avec des algorithmes de modélisation des risques de comportements récidivistes. On signale bien que c'est très important sur le plan éthique que l'humain garde la main. Mais la recommandation se transforme en substitution à la décision : quel humain serait assez fou pour prendre personnellement le risque de s'éloigner d'une recommandation du maintien en détention d'une personne, au risque que

celle-ci récidive et de devoir alors assumer ce surcroît de responsabilités ?

Un algorithme n'a aucune ambition tyrannique, il n'a aucune ambition tout court, c'est une procédure de calcul. Ce n'est pas neutre, mais ce n'est ni bon ni mauvais. L'algorithme n'est pas le problème mais bien notre propre renonciation à nous gouverner nous-mêmes. Le capitalisme numérique prend d'assaut les champs d'action que nous abandonnons : si nous abandonnons la justice en la sous-finançant, et bien on va proposer comme solution la robotisation des juges. En oubliant que la justice n'a rien à voir avec l'optimisation, qu'aucun algorithme ne pourra jamais trouver de solution juste dans l'analyse des données passées.

La question à se poser collectivement c'est tenons-nous encore à décider ? Allons-nous renoncer à gouverner ce qui est incalculable, renoncer à décider sur fond d'indécidable, allons-nous nous résoudre à n'être que des êtres calculés ? Je pense que dire oui c'est laisser tout ça aux machines, c'est une

manière de dire qu'on va arrêter de se gouverner, qu'on va arrêter de rendre la justice, qu'on va se soumettre passivement à l'état de fait. C'est je pense un déclin civilisationnel assez grave.

« Les individus élevés dans le capitalisme néolibéral ont viscéralement une haine de la moyenne »

Pourquoi sommes-nous si peu réactifs par rapport à cela ?

— Cette individualisation correspond très bien à une demande de l'époque. Les individus élevés dans le capitalisme néolibéral ont viscéralement une sorte de haine de la moyenne. Nous ne voulons plus que les bureaucraties publiques ou privées s'adressent à nous ou nous considèrent en tant que membres d'une catégorie. Nous voulons chacun être reconnus comme uniques,

exceptionnels. Tous ces dispositifs de personnalisation nous conviennent très bien ! C'est un des paradoxes de l'individualisme contemporain : nous demandons davantage de personnalisation de nos interactions avec les bureaucraties, d'où l'usage de ces dispositifs, mais nous frémissons face aux perspectives de surveillance de masse. Or l'un ne va pas sans l'autre !

Mais les algorithmes ne sont pas à condamner en tant que tels ?

— Non, les algorithmes sont bienvenus quand ils nous rendent plus intelligents, plus perceptifs, quand ils nous font ouvrir l'œil sur des irrégularités du monde qui nous auraient échappés sans cela. C'est un peu comme un troisième œil, qui nous permettrait d'appréhender d'autres choses, avec un autre type de biais, à partir d'un autre point de vue que le point de vue terrestre et ancré dans un corps. Ensuite l'interprétation reste absolument nécessaire, et les théories aussi. Nous avons besoin aujourd'hui de toutes les formes d'intelligences, de toutes les manières de sentir le monde pour faire face aux enjeux planétaires auxquels nous sommes confrontés. En matière d'écologie, de lutte contre le réchauffement climatique, les informations qui peuvent être analysées de façon très fine et en haute définition par les algorithmes sont une chance dont il serait stupide de se priver. —

Protections des données : peut mieux faire

Vous vous en souvenez sans doute : pendant quelque temps votre boîte mail s'est emplies de messages vous demandant de consentir (ou pas) à l'usage de vos données et vous informant de la politique de confidentialité de telle ou telle mailing list. Et lorsque vous surfez, de nombreux sites vous prient de bien vouloir vous informer sur leur politique de cookies, ces pisteurs qui enregistrent votre comportement. Cela est dû au Règlement général sur la protection des données, voté en 2016, d'application depuis 2018, dont l'objectif général est de réguler l'usage de nos données. En réalité, il n'y avait guère de nouveauté. « Le droit d'accès des citoyens à leurs données, les sanctions des responsables de traitement qui ne respectent pas les règles, tout ça était déjà présent dans une directive de 1995, signale Elise Degrave, chargée de cours à la Faculté de Droit de l'UNamur, et existait même en Belgique depuis 1992. La grosse différence c'est qu'il n'y avait pas jusque là de pouvoir d'amende. » La publicité faite autour du RGPD aura au moins eu l'intérêt de conscientiser des internautes. « Ils ont pris connaissance de l'existence de l'Autorité de protection des données, poursuit la juriste, ils portent plainte. Mais il y a très peu de moyens, alors

que cette autorité doit faire des enquêtes, suivre ces recours. » Même écho côté français, où la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) devrait être dotée de meilleures ressources selon la journaliste Anne-Sophie Jacques. « Même s'il est critiquable, ce règlement est tout de même fondamental parce qu'il permet de montrer que politiquement il est possible de remettre la main sur ces données. C'est un petit mur, fragile, mais un mur tout de même. » Pour plusieurs de nos interlocuteurs, il est cependant à la traîne. « Il faut des lois qui rencontrent des questions de risque collectif, demande Elise Degrave : qui définit les algorithmes, avec quelles conséquences, est-ce qu'on autorise les bulles de filtre sur les réseaux sociaux, qui paramètre les GPS, etc. Qui va réfléchir à ces manières de sculpter la société si ce n'est pas le législateur ? » Pour le philosophe Mark Hunyadi, fondamentalement, le RGPD « ne s'attaque pas du tout à l'extraction de données. Il met de l'huile dans le moteur. Il veut que cela se fasse correctement, mais il ne s'agit ni de critiquer ni de mettre en cause l'extraction de données, juste de la réguler. Au niveau sociétal, c'est une réponse tout à fait cosmétique, car c'est sur le système en tant que tel qu'il faudrait réfléchir. » —

«Ce sont les machines qui vont diriger les conduites des employés»

Lautomatisation touchera aussi le travail. Avec des conséquences importantes ?

— Dans nos sociétés, ce qui est valorisé ce n'est pas tellement la dureté du travail, la quantité de travail fournie. Pourquoi le chef d'entreprise dans son bureau est-il beaucoup (et parfois beaucoup beaucoup) mieux payé que l'ouvrier qui fait le travail ? Parce que ce qui est rémunérateur aujourd'hui, ce qu'on conçoit comme devant mériter un salaire élevé, c'est la capacité d'avoir un impact sur la rentabilité d'une entreprise par ses décisions. Plus vous mécanisez le travail, plus vous l'automatisez, plus le travail effectif de ceux qui vont interagir avec les machines

pour produire effectivement les biens de consommation va perdre en agentivité. Leur responsabilité va décroître, ce qui va justifier une baisse éminente de salaire et de considération. C'est un risque. Celui de la prolétarianisation et de la concentration financière entre les mains des plus hauts échelons de la hiérarchie dans les entreprises.

Les humains vont-ils être remplacés par des machines ?

— Le problème n'est pas tellement ce remplacement des humains par les machines mais l'interaction croissance entre les deux et le fait que ce sont de plus en plus les machines qui vont diriger les conduites des employés.

Le risque est alors de transformer les employés et les ouvriers en machines. Je me suis penchée sur les discours du nouveau management qui accompagne la « transition numérique » et le vocabulaire utilisé à propos de l'employé modèle est exactement le même que celui de la *machine learning* : les employés doivent désapprendre, devenir agiles, devenir réactifs en temps réel, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7... Ce sont exactement les mêmes mots que pour les machines apprenantes. Autrement dit, l'idéal du travailleur à l'ère des machines c'est de devenir lui-même une machine, et une machine plus performante que celles du numérique sinon elle devient obsolète. —

« Comment j'ai lâché ma vieille brique »

Au début de l'automne 2019, j'ai franchi le pas : troquer mon vieux GSM contre un smartphone de récup'. Par paresse, commodité ou conformisme, je me suis fait violence et j'ai enjambé, mi-anxieux mi-intrigué, cette frontière invisible séparant le monde du ridiculement vieillot de ladite Modernité. Après des ratés dans le démarrage – le vol à la tire de l'obscur objet du désir après 48 h, suivi d'un piratage évité de justesse de ma boîte mail (vous avez dit « acte manqué », Dr Freud ?), et le rachat d'un mobilophone *bis* –, je pénétrais non sans mal dans la Quatrième Dimension : passer des touches de ma vieille « brique » à l'écran tactile, me familiariser avec l'engin et ses applications, protéger mes données et ma vie privée... Un étrange parcours du combattant.

Mais ma véritable hantise était ailleurs : après toutes ces années sans connexion, j'avais appris à observer mes contemporains et, en toute franchise, je craignais d'être soudain catapulté dans ce *monde-là*.

Les trottoirs et les quais de gare remplis d'*Homo digitalus* le nez rivé sur leurs écrans. Les convives qui ne supportent plus le doute et l'incertitude et googlisent à tour de bras lors d'un repas. Les travers de la *bling bling* attitude : à chacun son smartphone que l'on étale et exhibe comme un trophée, un signe de richesse ou une présence rassurante. Les salles de concert où l'on (se) filme plutôt que d'écouter, où l'important c'est d'y être et de le communiquer en live. Les restaurants remplis de couples et de familles qui ne se parlent pas, chacun replié dans sa bulle. La musak, les sonneries métalliques et les haut-parleurs qui n'aiment ni le silence ni l'intimité. La vague narcissique à coup de selfies stick et de pauses Instagram. Les sueurs froides de proches lorsqu'ils ont oublié ou perdu leur téléphone...



Judith Dorzié

Oui, j'étais viscéralement affolé à l'idée de devenir *comme ça*. N'étant pas différent de mes congénères, de nature plutôt sociale et exerçant un métier de l'information, je mesurais les risques de ce grand saut, avec la peur panique de me transformer en esclave de ce nouvel « ordiphone ».

La peur de rater quelque chose

Je ne voulais pas être 100 % connecté, géolocalisé, notifié, (dé)synchronisé. Je voulais continuer à m'ennuyer, rêvasser, observer dans une salle d'attente de médecin, chez mon coiffeur ou dans le train. Je ne voulais pas crouler sous une avalanche de

notifications et attraper ce nouveau mal du siècle contenu dans l'acronyme « Fomo » pour *Fear of missing out* : la peur de rater quelque chose.

Je voulais continuer à visiter une ville ou un pays avec une carte papier à la main, sentir les pages d'un roman ou d'un magazine sous mes doigts, consulter mes mails quand je le décide.

Je ne voulais pas surfer d'un réseau au suivant, tuer le temps en scrollant dans le vide, me prendre les pieds dans un fil d'infos insignifiantes, me perdre dans un enchaînement de vidéos superflues ou carrément abêtissantes. Je voulais résister à cette idée, tellement moderne, d'*urgence* : comme si chaque message vous imposait d'agir dans l'immédiat. Comme si plus rien ne pouvait attendre. Comme si